



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration FSU CTSD 1er septembre 2020

C'est une rentrée bien particulière et sous Covid que nous vivons actuellement, une rentrée hors normes et pas du tout « normale et apaisée » qui ne rend que plus prégnantes les questions des conditions d'enseignements (effectifs, groupes ou pas, horaires, aides aux élèves...), du creusement des inégalités, des évaluations nationales standardisées, de l'éducation prioritaire, de la direction d'école et bien sûr des salaires et des retraites. La FSU a rappelé la nécessité d'un autre projet pour l'école et la Fonction Publique, synonyme de justice et d'égalité, améliorant les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves, particulièrement dans la période et nécessitant des moyens supplémentaires pour un service public de qualité sur tout le territoire. Des ambitions absentes de la politique actuelle. Des choix politiques qui font de l'Education la cinquième roue du carrosse.

Concernant précisément les conditions de rentrée, le ministre a beau affirmer sur les plateaux télé que tout est prêt, la réalité est bien différente.

Avec un protocole sanitaire et ses fiches thématiques communiqués à la dernière minute, des consignes sanitaires sans cadrage national, manquant de précision et renvoyant au local des décisions lourdes de conséquences, les personnels ont perdu confiance et n'attendent plus grand-chose d'un ministère incapable de donner des réponses concrètes à des questions qui pouvaient largement être anticipées. On appréciera par exemple la notion de brassage pas interdit mais à limiter avec la totalité des élèves...ou de lavage des mains alors que les lavabos ou le gel hydroalcoolique manquent dans nombre d'endroits. Que dire par ailleurs des masques manquants pour les personnels dans nombre d'établissements du second degré ?

Pourtant cette rentrée est d'autant plus importante, que l'année scolaire dernière a été particulièrement difficile pour les enseignantes et les enseignants, les élèves et les familles. Si les personnels ont apprécié de retrouver et finir l'année avec leurs élèves, cela n'a pas été sans poser de nombreuses difficultés aux familles et aux équipes. Après ce qu'a pu vivre l'école l'année dernière, il convient donc, de démarrer sur des bases solides, de tirer les leçons du confinement pour « prendre soin » de l'école, des élèves et de tous ses acteurs.

Certes le 1er degré n'a pas perdu tous les postes retirés par le ministère en janvier et des recrutements supplémentaires d'AESH vont pouvoir se réaliser. Doit-on se contenter de cela avec une rentrée sous covid si spéciale, avec des inégalités qui se sont fortement creusées en raison du confinement et des conditions du déconfinement, avec des élèves que nous n'avons pour certains pas vus depuis près de 6 mois ?

La FSU continue de penser que des recrutements supplémentaires sont nécessaires pour éviter que de nombreux élèves ne perdent pied. Des pays moins riches, comme l'Italie ou l'Espagne recrutent des milliers de personnels et la France ne pourrait le faire ? La jeunesse de notre pays mérite mieux que cela.

Notre école souffre d'un sous-investissement chronique en regard des pays comparables de l'OCDE. Aujourd'hui, encore plus qu'avant, elle a besoin de plus de personnels spécialisés comme les RASED, de plus de maîtres, de travailler en petits groupes d'élèves, de réduire les effectifs dans toutes les classes, d'une véritable formation continue ou encore d'un équipement informatique fonctionnel pour les personnels. Pour l'heure, le ministre répond en maintenant des évaluations standardisées largement remises en cause et montrant la défiance envers les équipes qui ne seraient pas capables de choisir elles-mêmes les outils d'évaluation adaptés à leurs élèves. Pour ne pas accentuer les inégalités sociales et prendre en compte les disparités d'apprentissage pendant le confinement, les programmes auraient dû être revus et allégés.

Quant à la reconnaissance des personnels et leur investissement, le ministre parle beaucoup mais agit peu. Les personnels ont su se mobiliser et montrer leur capacité d'adaptation dans une situation inédite alors qu'ils n'étaient que trop peu accompagnés notamment matériellement par leur institution. Il est grand temps de leur attribuer une véritable reconnaissance tant du point de vue de la professionnalité que des rémunérations.

C'est sans conteste une rentrée peu ordinaire que nous vivons et le ministre n'en prend pas la mesure. Pourtant l'école a souffert et il est urgent d'en prendre soin. L'école de demain ne peut être celle d'hier. La FSU agira à tous les niveaux en ce sens.